

GUIDELINES AG



MUN DES LYCÉENS

XI^e édition - 2026



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

Présentation du Comité : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

L'Assemblée générale est l'organe principal de délibération et de prise de décisions politiques au sein du système des Nations Unies (ONU). Grâce à une participation universelle, elle formule des recommandations politiques à l'intention des gouvernements, des organisations régionales et d'autres organes des Nations Unies. Son travail est réparti entre ses six principales commissions, chacune traitant de sujets dans un domaine thématique particulier et adoptant des résolutions qui sont ensuite examinées par la séance plénière de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale est composée des 193 États membres, avec un statut d'observateur pour certaines organisations intergouvernementales. Chaque État membre dispose d'un vote égal. Les résolutions sont adoptées à la majorité simple, et environ deux tiers d'entre elles le sont par consensus, sans vote ni objection des États membres.

Conformément à la Charte des Nations Unies, les mandats de l'Assemblée Générale des Nations Unies consistent notamment en la détermination de recommandations aux États membres, au Conseil de sécurité, aux organes de l'ONU, et à d'autres acteurs internationaux ; en l'initiation d'études et la promotion de la coopération internationale ; ainsi qu'en l'étude de rapports d'autres organes de l'ONU. Cependant, elle ne peut pas imposer des actions spécifiques pour mettre en œuvre ses recommandations ; créer de nouveaux organes, sauf si une demande internationale unanime l'exige ; ni faire des recommandations sur des situations examinées par le Conseil de sécurité

RESUME

Sujet 1 : Comment assurer la sécurité collective dans un monde où l'ordre mondial est bouleversé par un terrorisme islamiste mondialisé ?

- 1.Introduction
- 2.Contexte historique et géopolitique
- 3.Les nouveaux défis liés à la mondialisation
- 4.Enjeux/pistes de résolution
- 5.Bibliographie

Sujet 2 : Assurer la coopération internationale pour encourager le développement des pays d'Afrique subsaharienne, plongés dans l'instabilité politique, économique et sociale

- 1.Introduction
- 2.Contexte historique et géopolitique
- 3.Défis économiques et sociaux Solutions
- 4.Nouveaux enjeux liés à la mondialisation
- 5.Initiatives nationales et internationales pour le développement
- 6.Pistes de résolutions
- 7.Bibliographie

Sujet 1 - Comment assurer la sécurité collective dans un monde où l'ordre mondial est bouleversé par un terrorisme islamiste mondialisé ?

Introduction

Chaque année, des milliers de vies innocentes sont brisées par la violence terroriste engendrée par l'extrémisme violent. Qu'elles soient fondées sur des motifs religieux, ethniques ou politiques, les idéologies extrémistes glorifient la suprématie d'un groupe particulier et s'opposent à une société plus tolérante et plus inclusive. Leur message d'intolérance religieuse, culturelle et sociale a fait des ravages dans de nombreuses régions du monde. Le terrorisme, sous toutes ses formes et tactiques, vise les fondements mêmes de nos sociétés et remet directement en cause nos valeurs communes de paix, de justice et de dignité humaine. Il vise à démanteler les droits humains, les libertés fondamentales et la démocratie. Il menace l'intégrité territoriale et la sécurité des nations et cherche à déstabiliser les gouvernements légitimes.

Sécurité collective : principe selon lequel les Etats s'engagent à se protéger mutuellement contre toute agression d'une armée

Terrorisme : pas de définition officielle, normalisée et internationalement reconnue. Au regard de la résolution 1566 du Conseil de Sécurité, le terrorisme implique au minimum l'intimidation ou la coercition de populations ou de gouvernements par la menace ou la perpétration d'actes de violence, causant la mort, les blessures graves ou la prise d'otage.

NB : les définitions nationales du terrorisme sont en grande partie laissées à la discrétion des États, ce qui conduit à diverses interprétations dans les législations antiterroristes nationales. Les définitions ambiguës du terrorisme dans certains États ont conduit à des politiques et des pratiques qui violent les libertés fondamentales des individus et des populations

Djihad/Djihadisme : Le djihad est un concept religieux de l'islam qui vient de la racine "faire un effort" ou "lutter", à la fois contre ses pulsions intérieures, et à la fois contre des communautés qui menacent l'islam, mais sous conditions strictes (respect du pouvoir légitime en place, interdiction du terrorisme, respect des civils). Le djihadisme est une idéologie islamiste extrême violente. Les groupes djihadistes réduisent le djihad uniquement aux violences armées, et sans tenir compte des conditions.

Ordre mondial : façon dont les États, les organisations internationales (comme l'ONU) et les grandes puissances organisent leurs relations pour maintenir la paix, la sécurité et la coopération (alliance, organisations, équilibre des puissances)

L'ONU a été créée en 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, après l'échec de la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) d'assurer la paix et le dialogue entre les différentes puissances. L'ONU est pourvue d'un directoire capable de trancher les décisions, contrairement à la SDN qui ne servait que de lieu de discussion.

Pour autant, l'ONU est aujourd'hui en grande difficulté pour plusieurs raisons :

- Les cinq puissances permanentes au Conseil de Sécurité de l'ONU (la République Populaire de Chine, la Russie, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis) n'arrivent plus à se mettre d'accord et multiplient les vétos. 1996-2005 : 13 vétos 2006-2015 : 19 vétos 2016-2025 : 46 vétos
- Emergence d'un duo stratégique République Populaire de Chine-Russie qui bloque la prise de décision
- Problème de l'efficacité des casques bleus Le budget de l'ONU ne représente que 0.2% des dépenses d'armement mondiale. Ainsi, les pays préfèrent dépenser leur argent dans leur propre armée, plutôt que d'investir dans un système de défense mondial. Il en résulte un sous-investissement dans la défense onusienne et un manque cruel d'effectifs de casques bleus.
- Sous-représentation des pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie, ce qui fait que les décisions ne sont pas bénéfiques à tout le monde
- Perte de confiance dans cette institution, montée des extrêmes et renfermement des pays sur eux-mêmes

Contexte historique et géopolitique

Contexte historique

En 1979, lorsque la Russie envahit l'Afghanistan dans un contexte de guerre froide contre les Etats-Unis, ce sont les Etats-Unis qui subventionnent les résistants afghans. Ces résistants organisent des attentats/attaques contre les Russes. C'est alors que Oussama Ben Laden, riche saoudien, soutient cette résistance. Pendant la guerre et sous l'influence de Ben Laden, la résistance évolue vers ce qui deviendra une branche d'Al Qaïda, le groupe des talibans. Et de fait, quand le régime afghan est renversé en 1996, soit plus de 15 ans plus tard, ce sont les talibans qui prennent le pouvoir.

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 orchestrées par Oussama Ben Laden, tête d'Al Qaïda, marquent un tournant définitif de l'ordre international. Les Etats-Unis, qui avaient opté pour une politique isolationniste, décident à nouveau de revenir sur la scène internationale et de rentrer en guerre contre le terrorisme. Toutefois, l'opération militaire lancée en Afghanistan échoue à éliminer les principaux responsables (tels que Ben Laden) et à enterrer les organisations criminelles. La lutte se poursuit, et se solde par un échec cinglant des Etats-Unis en 2021, lorsque les talibans reprennent le pouvoir en Afghanistan.

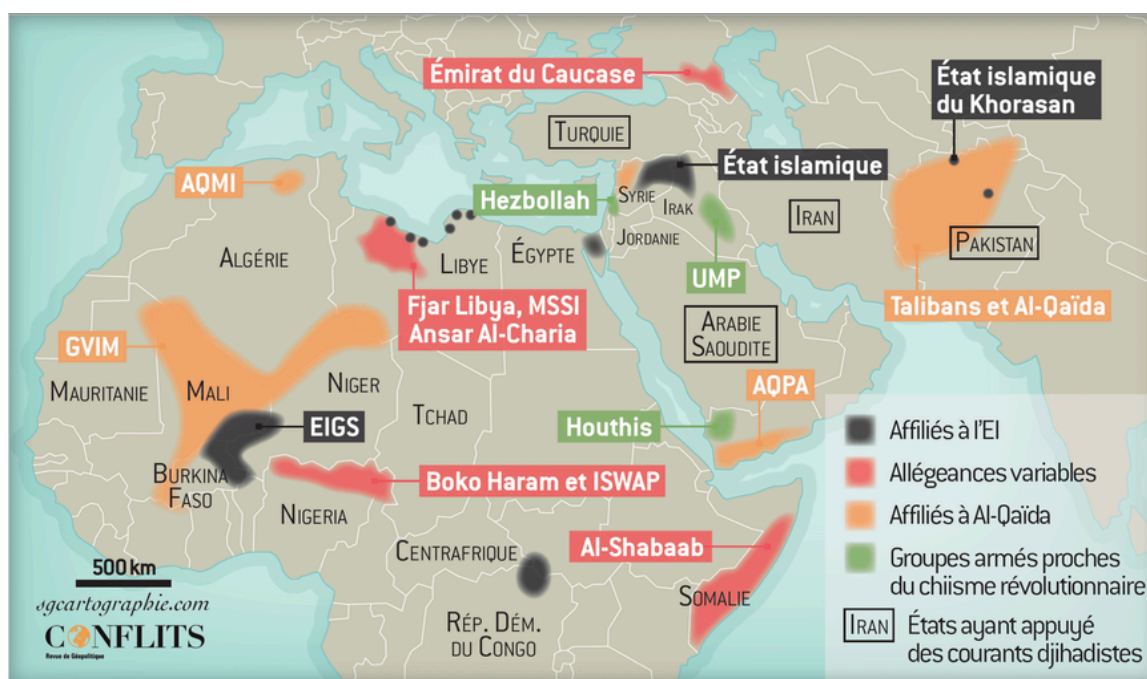
Entre temps, et dans ce contexte de chaos, le terrorisme s'est complexifié et répandu dans l'ensemble du Moyen Orient ainsi qu'en Afrique. En 2004, la première filiale d'Al Qaïda s'installe en Irak. Quelques années plus tard, cette filiale prend son indépendance avec Al Qaïda et devient l'Etat Islamique d'Irak, autrement appelé Daech.

En 2011, les Printemps Arabes favorisent l'instabilité des pays du Sahel et du Moyen-Orient, et nécessitent la propagation des mouvements islamistes et terroristes. Aujourd'hui, le terrorisme s'est largement développé à l'ensemble des pays du Sahel du Moyen-Orient et au-delà. Aussi, la rivalité entre Al-Qaïda et Daech est parfois meurtrière

Au Sahel, l'instabilité née de la chute du régime libyen en 2011 favorise le retour de combattants touaregs lourdement armés au Mali, entraînant l'insurrection de 2012 et l'implantation de groupes djihadistes comme AQMI (Al-Qaïda au Magreb Islamiste) ou Ansar Dine. Cette dynamique s'étend ensuite au Niger et au Burkina Faso, où l'insécurité progresse dans les zones rurales et frontalières. Parallèlement, au Moyen-Orient, la guerre en Syrie et l'effondrement de l'Irak permettent l'émergence de l'État islamique, dont l'influence idéologique inspire certaines branches actives au Sahel. La concurrence entre ces groupes et les coalitions liées à Al-Qaïda accentue alors la fragmentation et la complexité des conflits dans la région.

Par ailleurs, ce contexte d'instabilité et de chaos est instrumentalisé par les groupes djihadistes, qui en tirent profit pour recruter et parfois se présenter comme protecteurs pour légitimer leur violence. Ainsi, en Libye, l'effondrement du régime de Kadhafi a entraîné la prolifération de milices locales et de groupes armés indépendants. Le pays est aujourd'hui en proie à de nombreux actes terroristes.

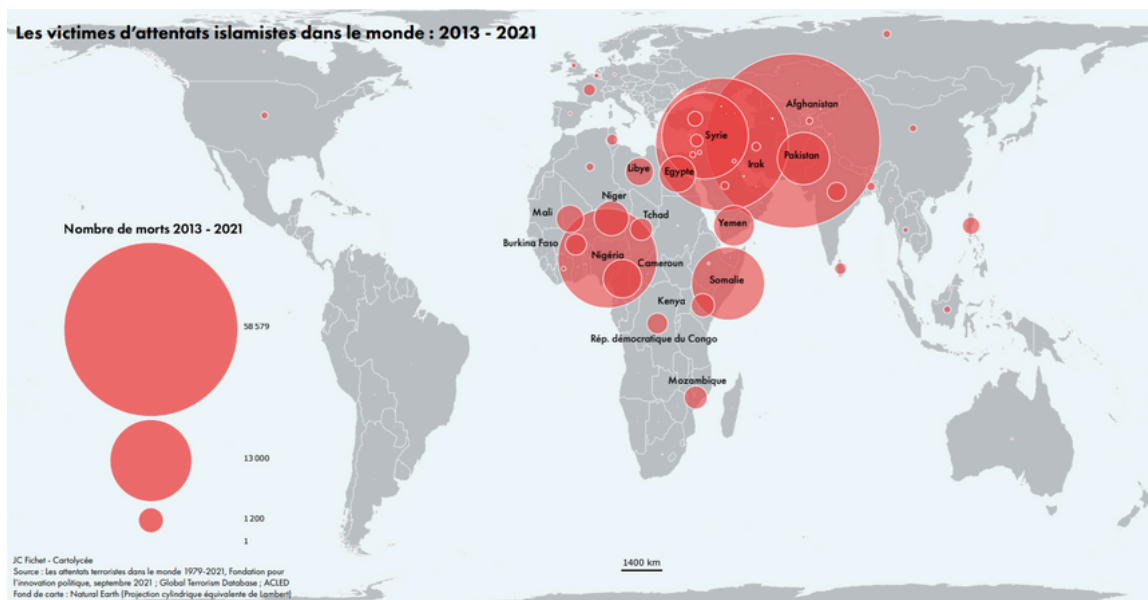
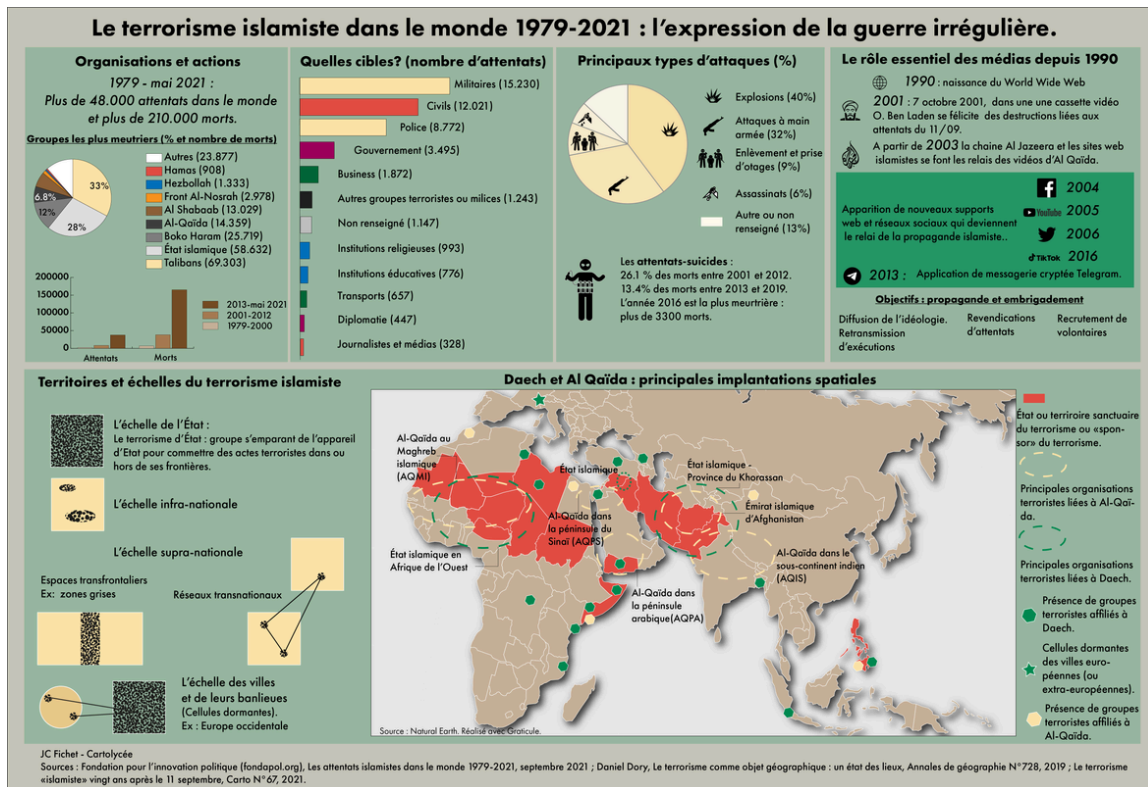
Le terrorisme islamisme sur une carte



SOURCE OF THE GRAPHIC

[HTTPS://WWW.REVUECONFLITS.COM/DES-CARTES-POUR-COMPRENDRE-LE-MONDE/](https://www.revueconflits.com/des-cartes-pour-comprendre-le-monde/)

GUIDELINES AG



SOURCE OF THE GRAPHIC
[HTTPS://WWW.REVUECONFLITS.COM/DES-CARTES-POUR-COMPRENDRE-LE-MONDE/](https://www.revueconflits.com/des-cartes-pour-comprendre-le-monde/)

Les réponses apportées par la communauté internationale et par les principaux acteurs

Après les attentats du 11 septembre, le Conseil de sécurité adopte la résolution 1373, imposant ainsi des obligations contraignantes aux Etats membres en matière de lutte anti-terroriste. En 2006, l'ONU adopte une stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Cette stratégie se fonde sur quatre piliers : le respect des droits humains et de l'Etat de droit, la lutte contre le financement du terrorisme, la répression des actes terroristes, et la protection des personnes et des biens. Cette stratégie est examinée tous les deux ans par l'Assemblée Générale des Nations Unies pour refléter les priorités en matière de lutte antiterroriste.

Cependant, cette approche multilatérale est aujourd'hui fragilisée : le veto russe au Conseil de sécurité bloque régulièrement des initiatives, tandis que la montée des radicalisations et des extrémismes, exacerbée par les inégalités et les crises sociales, pousse de nombreux pays à privilégier des solutions nationales plutôt que globales. La défiance envers les institutions internationales s'accroît, et la volonté de régler le problème à l'échelle nationale – parfois au détriment des droits humains – reflète une crise du multilatéralisme, comme le soulignent les débats récents à l'ONU sur l'absence de définition consensuelle du terrorisme et la difficulté à adopter une convention internationale efficace.

Les initiatives prises par les pays à l'échelle nationale

Les États-Unis ont lancé la "Guerre contre le terrorisme" après les attentats du 11 septembre 2001. Ils ont mené des opérations militaires en Afghanistan (2001-2021) et en Irak (2003) pour démanteler Al-Qaïda et l'État islamique. Le pays a renforcé sa législation antiterroriste avec le **Patriot Act** et créé le Département de la Sécurité intérieure. Les États-Unis collaborent aussi avec des alliances internationales comme la coalition contre Daech depuis 2014. Leur approche combine renseignement, sanctions économiques et soutien aux forces locales.

Le Royaume-Uni a adopté une stratégie antiterroriste globale appelée "CONTEST", axée sur la prévention, la poursuite, la protection et la préparation. Après les attentats de 2005 à Londres, le pays a renforcé ses lois antiterroristes et ses services de renseignement (MI5, MI6). Il collabore étroitement avec les États-Unis et l'UE, et intervient militairement au Moyen-Orient. Le Royaume-Uni cible aussi la propagande en ligne et la radicalisation via des programmes de déradicalisation.

La Russie combat le terrorisme depuis les guerres en Tchétchénie et les attentats des années 2000. Elle a mené des opérations militaires en Syrie pour soutenir Bachar al-Assad contre Daech et d'autres groupes jihadistes. Le FSB est très actif dans la répression des cellules terroristes. La Russie utilise aussi des lois antiterroristes strictes et une surveillance massive. Elle collabore avec certains pays, notamment au sein de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghaï) mais son approche est souvent critiquée pour son manque de respect des droits humains.

L'Allemagne a renforcé sa législation antiterroriste après les attentats de 2016 (marché de Noël à Berlin). Elle a créé une unité spéciale de police antiterroriste (GTAZ) et augmenté les pouvoirs de surveillance. Le pays participe à la coalition contre Daech et forme des forces locales en Irak. L'Allemagne mise aussi sur la prévention de la radicalisation via des programmes éducatifs et sociaux. Elle collabore étroitement avec l'UE et les États-Unis.

L'Inde est confrontée au terrorisme depuis des décennies, notamment au Cachemire et face aux groupes comme Lashkar-e-Taiba. Elle a adopté des lois antiterroristes strictes (UAPA) et renforcé ses forces de sécurité. L'Inde mène des opérations transfrontalières (comme les frappes au Pakistan en 2016 et 2019) et collabore avec les États-Unis et Israël. Elle développe aussi des technologies de surveillance et de cybersécurité pour contrer les menaces en ligne.

L'Égypte lutte activement contre le terrorisme, notamment dans le Sinaï face à l'État islamique. Elle a lancé des opérations militaires massives et renforcé sa législation antiterroriste. Le pays collabore avec Israël et les États-Unis pour sécuriser ses frontières. L'Égypte cible aussi la propagande jihadiste et forme ses forces de sécurité avec l'aide internationale. Sa stratégie combine répression et développement économique dans les zones à risque.

La République Populaire de Chine lutte activement contre le terrorisme au Xinjiang, ciblant des groupes séparatistes ouïghours (minorité musulmane chinoise). Elle a durci sa législation (loi de 2015) et mis en place des camps de "dé-radicalisation" controversés, incluant des camps d'internement présentés comme des centres de formation professionnelle. Membre de l'OCS, elle collabore avec le Pakistan et la Russie, et utilise des technologies de surveillance avancées (IA, reconnaissance faciale) pour renforcer sa sécurité.

Les nouveaux défis liés à la mondialisation

Les initiatives prises par les pays à l'échelle nationale

[a-le cyberterrorisme] La mondialisation a créé une dépendance accrue aux systèmes numériques (réseaux électriques, banques, hôpitaux, administrations). Les groupes terroristes exploitent désormais ces vulnérabilités pour mener des attaques à distance (ransomware, piratage de données, sabotage d'infrastructures). Par exemple, des cyberattaques attribuées à des groupes affiliés à Daech ont ciblé des médias ou des institutions en Europe. Les États tentent de réguler ces plateformes (lois antiterroristes, suppression de contenus), mais se heurtent à des dilemmes éthiques (liberté d'expression vs. sécurité) et à des obstacles techniques (chiffrement, juridictions transnationales). Les États doivent protéger ces infrastructures, mais la fragmentation des législations (certains pays refusent de partager des informations par crainte d'espionnage) et le manque de normes internationales rendent la coopération difficile. De plus, l'anonymat offert par le dark web et les cryptomonnaies complique l'identification des auteurs.

Les initiatives prises par les pays à l'échelle nationale

[b-la radicalisation en ligne] Les plateformes sociales (YouTube, Telegram, Facebook) et les forums cryptés permettent une diffusion massive et ciblée de propagande terroriste. Les algorithmes amplifient les contenus extrêmes, créant des "bulles" de radicalisation. Des groupes comme Al-Qaïda ou Daech utilisent des vidéos, des jeux en ligne et des chats privés pour recruter et former des sympathisants, parfois en quelques semaines. Les États tentent de réguler ces plateformes (lois antiterroristes, suppression de contenus), mais se heurtent à des dilemmes éthiques (liberté d'expression vs. sécurité) et à des obstacles techniques (chiffrement, juridictions transnationales). La radicalisation "maison" (lone wolves) rend la prévention encore plus complexe, car elle échappe aux réseaux traditionnels.

Les financements occultes

La mondialisation financière a facilité le développement d'une économie parallèle du terrorisme, en cela qu'elle a facilité le blanchiment d'argent via des canaux légaux (paradis fiscaux) et illégaux (cryptomonnaies, hawala). Par exemple, Daech a tiré des revenus du pétrole, de la contrebande et des rançons, tandis qu'Al-Qaïda utilise des dons via des ONG détournées. Aujourd'hui, les États peinent à tracer les flux de capitaux en raison de l'opacité des systèmes bancaires et de l'économie parallèle qui s'est formée.

Blocage institutionnel par les Etats eux-mêmes

La lutte antiterroriste est aujourd'hui instrumentalisée pour servir des intérêts nationaux. Ainsi, la Russie utilise son veto à l'ONU pour protéger des régimes alliés tels que la Syrie et bloque ainsi des résolutions contre des groupes terroristes. Les États-Unis et la République Populaire de Chine s'opposent sur la définition du terrorisme. La République Populaire de Chine cible les Ouïghours sous couvert de lutte antiterroriste. L'Arabie Saoudite et l'Iran financent des proxys en Syrie ou au Yémen. Ainsi, les divergences stratégiques des États encouragent dans la plupart des cas les États à agir unilatéralement et parfois en violent le droit international. Les exemples se multiplient mais on peut citer les drones américains au Moyen Orient, ou les camps chinois au Xinjiang.

Un terrorisme délocalisé

Aujourd'hui le terrorisme semble venir de partout et du nul part à la fois. Les conflits locaux deviennent des hubs de recrutement et d'entraînement pour les combattants étrangers, qui reviennent ensuite commettre des attentats dans leur pays d'origine. Les attentats de Paris de 2015 sont par exemple liés au conflit syrien. De plus, certains Etats associent migration et terrorisme, ce qui alimente les politiques sécuritaires et le repli des pays sur eux-mêmes.

Questions clés

- Comment s'adapter aux nouvelles formes et aux nouvelles techniques du terrorisme (telles que le cyberterrorisme) ?
- Comment donner un nouveau souffle à la coopération internationale, aujourd'hui en péril à cause d'une perte de confiance envers les institutions internationales, et d'une vague de repli national ?
- Comment protéger les pays du monde entier de toute forme de terrorisme ?
- Comment réussir à déradicaliser les zones précaires, et mettre fin à un système parfois qui s'appuie sur le terrorisme pour fonctionner ?

Bibliographie

Les sources permettent d'approfondir la réflexion sur la manière d'assurer la sécurité collective face à un terrorisme islamiste mondialisé qui bouleverse l'ordre mondial. problèmes sur la définition du terrorisme :

- *Le concept de terrorisme et l'ONU: histoire d'une notion indéfinissable - UdeMnouvelles*

Lutte contre le terrorisme Nations unies

radicalisation en ligne et attaque des "lone wolf"

analyse des méthodes de financement du terrorisme

vétos russes et chinois à l'ONU

instrumentalisation chinoise de la lutte antiterroriste

combattants terroristes étrangers : <https://www.un.org/sc/ctc/>

lutte française : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-proliferation/terrorisme-l-action-internationale-de-la-france/>

les blocages de l'ONU : <https://www.cairn.info/revue-deliberee-2017-2-page-46.htm>

Sujet 2 - Assurer la coopération internationale pour encourager le développement des pays d'Afrique subsaharienne, plongés dans l'instabilité politique, économique et sociale

Introduction

L'Afrique subsaharienne concentre aujourd'hui certains des défis les plus majeurs du développement mondial. Marquée par une instabilité politique persistante, des fragilités économiques profondes et de fortes tensions sociales, la région peine à transformer son potentiel humain et naturel en croissance durable. Dans ce contexte, la coopération internationale apparaît comme un levier essentiel pour soutenir la stabilisation des États, réduire la pauvreté et favoriser un développement inclusif. Toutefois, cette coopération soulève de nombreuses questions liées à l'efficacité de l'aide, à la gouvernance et au respect de la souveraineté des pays concernés. Assurer une coopération internationale adaptée et coordonnée constitue donc un enjeu central pour l'avenir de l'Afrique subsaharienne et pour l'équilibre mondial.

Afrique sub-saharienne : ensemble des pays situés au sud du désert de Sahara



Contexte historique et géopolitique

Introduction

[a *Colonisation et héritage*]La colonisation européenne de l'Afrique subsaharienne, principalement aux XIX^e et XX^e siècles, a profondément structuré les États actuels. Les puissances coloniales (France, Royaume-Uni, Belgique, Portugal, Allemagne) ont imposé des frontières artificielles, souvent tracées sans tenir compte des réalités ethniques, linguistiques ou culturelles locales. Les économies coloniales ont été organisées autour de l'extraction et de l'exportation de matières premières, au détriment d'un développement industriel local. Cette domination politique et économique a laissé des héritages durables : faiblesse des institutions, dépendance économique, et tensions internes, qui pèsent encore sur la stabilité et le développement des pays d'Afrique subsaharienne.

L'Afrique subsaharienne se caractérise par une très grande diversité ethnique et linguistique, qui constitue à la fois une richesse culturelle et un facteur de fragilité politique. En Côte d'Ivoire, la coexistence de nombreux groupes ethniques et la distinction entre populations du nord et du sud ont été instrumentalisées politiquement, notamment autour de la notion d'« ivoirité », contribuant à des crises violentes dans les années 2000. Au Nigeria, plus de 250 groupes ethniques cohabitent, dont les Haoussas-Fulani, les Yorubas et les Igbo, ce qui alimente des rivalités politiques, religieuses et économiques, notamment dans le delta du Niger ou avec Boko Haram au nord. En Éthiopie, l'organisation fédérale basée sur les ethnies, censée reconnaître la diversité, a parfois renforcé les clivages et favorisé des conflits interethniques, mettant en difficulté l'unité nationale.

Si les pays d'Afrique subsaharienne ont accédé à l'indépendance politique à partir des années 1950-1960, cette indépendance reste souvent incomplète sur le plan territorial, politique et social. Au Mali, les Touaregs revendiquent depuis plusieurs décennies l'indépendance ou une large autonomie de la région de l'Azawad, dénonçant leur marginalisation par l'État central, ce qui a contribué à l'instabilité chronique du pays. En Éthiopie, les Oromos, l'un des groupes ethniques les plus importants du pays, réclament une meilleure représentation politique, un accès équitable aux ressources et la reconnaissance de leurs droits, illustrant les limites de la construction étatique post-coloniale. Ces revendications montrent que, malgré les déclarations d'indépendance, la construction d'États pleinement souverains et inclusifs demeure un défi majeur en Afrique subsaharienne

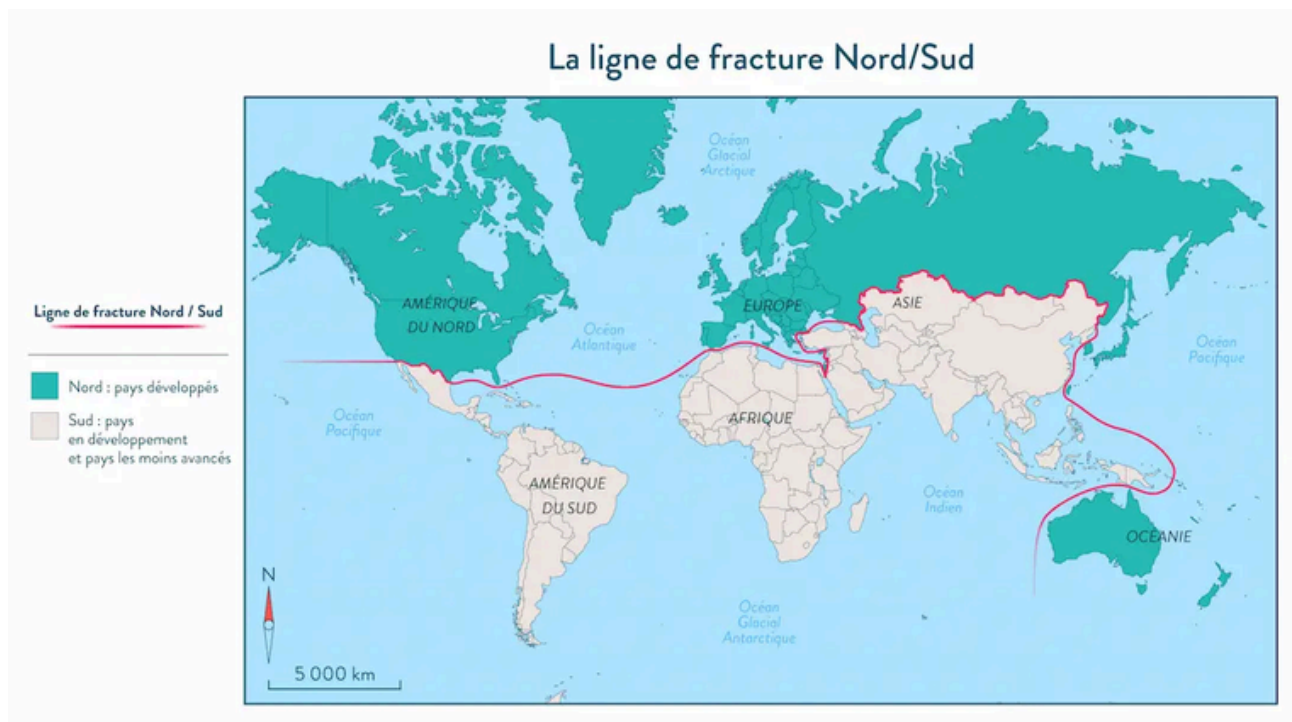
Introduction

[b Des conséquences politiques aujourd'hui] Aujourd'hui, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne sont confrontés à de graves difficultés de démocratisation et de gouvernance, qui freinent leur développement et alimentent l'instabilité. Au Nigeria, malgré des élections régulières, la démocratie reste fragilisée par la corruption, les fraudes électorales et l'incapacité de l'État à garantir la sécurité face à Boko Haram ou aux violences communautaires. Au Mali, les coups d'État successifs depuis 2020 témoignent de l'échec des institutions civiles et d'une perte de confiance de la population envers les élites politiques. En République démocratique du Congo, la faiblesse de l'État, la corruption endémique et l'ingérence de groupes armés empêchent l'exercice effectif de l'autorité publique sur l'ensemble du territoire

Défis économiques et sociaux

L'Afrique Subsaharienne est aujourd'hui la région du monde la moins développée. Elle regroupe la majorité des PMA (pays les moins développés), et son IDH (Indice de développement humain) peine à augmenter. Ainsi, l'IDH moyen de l'Afrique subsaharienne est d'environ 0,55. À titre de comparaison, l'Occident affiche des IDH très élevés (0,85 à 0,95), tandis que l'Asie présente des situations contrastées, allant de 0,60 (Asie du Sud) à plus de 0,90 (Japon, Corée du Sud).

Les pays les moins avancés (PMA)



SOURCE OF THE GRAPHIC

[HTTPS://WWW.REVUECONFLITS.COM/DES-CARTES-POUR-COMPRENDRE-LE-MONDE/](https://www.revueconflits.com/des-cartes-pour-comprendre-le-monde/)

Défis économiques

De nombreux pays d'Afrique subsaharienne restent fortement dépendants de l'agriculture, qui emploie parfois plus de 60 % de la population active, mais qui demeure peu productive et très vulnérable aux aléas climatiques. Hérités de la période coloniale, les modèles agricoles sont souvent tournés vers l'exportation de cultures de rente (cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana, café en Éthiopie, coton au Mali et au Burkina Faso), au détriment de l'agriculture vivrière. Cette dépendance expose les économies aux fluctuations des prix mondiaux et limite la sécurité alimentaire, freinant ainsi un développement économique durable et autonome.

Malgré une abondance de matières premières, l'Afrique subsaharienne souffre d'un sous-développement industriel chronique. La plupart des pays exportent des ressources brutes sans les transformer localement, faute d'infrastructures, d'investissements et de main-d'œuvre qualifiée. Par exemple, les pays producteurs de cacao transforment moins de 20 % de leur production sur place, laissant la valeur ajoutée aux industries agroalimentaires occidentales. Ce manque de compétences industrielles empêche la création d'emplois qualifiés et renforce la dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur.

L'Afrique subsaharienne possède d'importantes ressources naturelles (pétrole, gaz, minerais, diamants), mais celles-ci sont souvent une malédiction plutôt qu'un levier de développement. En République Démocratique du Congo, l'exploitation du coltan et du cobalt alimente des conflits armés et le financement de groupes rebelles. En Sierra Leone et en Angola, les diamants de sang ont longtemps servi à financer des guerres civiles, illustrant le lien entre ressources naturelles et instabilité. Les revenus des hydrocarbures, comme au Nigeria, profitent peu aux populations en raison de la corruption et de la mauvaise redistribution.

Le contrôle des ressources africaines par de grandes firmes transnationales (FTN) étrangères renforce les déséquilibres économiques. Des entreprises originaires de Chine, de Russie, des États-Unis, du Royaume-Uni ou des Émirats arabes unis investissent massivement dans les secteurs miniers, énergétiques et portuaires, souvent en échange de concessions avantageuses. Plusieurs scandales ont mis en lumière ces pratiques : le groupe Bolloré a été accusé de corruption dans la gestion de ports en Afrique de l'Ouest, Total a été critiqué pour ses activités pétrolières au Nigeria et en Ouganda, tandis que Stellantis illustre les limites d'une industrialisation dépendante de décisions prises hors du continent. Ces situations alimentent les accusations de néocolonialisme économique et posent la question d'une coopération internationale plus équitable.

Défis sociaux

Les systèmes de santé en Afrique subsaharienne sont confrontés à de lourdes difficultés, marquées par la prévalence de maladies infectieuses (paludisme, VIH/SIDA, tuberculose) et une grave pénurie de personnel médical. La région concentre environ 25 % de la charge mondiale de morbidité, mais ne dispose que de 3 % des professionnels de santé mondiaux. Dans certains pays, on compte moins d'un médecin pour 10 000 habitants, contre plus de 30 en Europe. La sous-alimentation reste également préoccupante : près de 20 % de la population souffre d'insécurité alimentaire chronique, notamment dans la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Somalie), fragilisée par les conflits et les sécheresses.

L'accès à l'éducation a progressé, mais l'Afrique subsaharienne demeure la région du monde où les taux d'alphabétisation sont les plus faibles, avec environ 65 % d'adultes alphabétisés, et beaucoup moins pour les femmes dans certaines zones rurales. Les systèmes éducatifs souffrent du manque d'enseignants, d'infrastructures et de financements. À cela s'ajoute la fuite des cerveaux : environ un tiers des médecins formés en Afrique subsaharienne exercent à l'étranger, principalement en Europe ou en Amérique du Nord, ce qui prive les pays d'origine de compétences essentielles et affaiblit durablement les services publics.

En Afrique Subsaharienne, près de 85% des emplois sont informels. Ces emplois, souvent précaires et mal rémunérés, n'offrent ni protection sociale ni stabilité. Le chômage des jeunes est particulièrement élevé, dépassant 30 % dans certains pays comme l'Afrique du Sud, le Nigeria ou la RDC. Cette situation favorise la pauvreté, l'émigration clandestine et parfois le recrutement par des groupes armés ou criminels, aggravant l'instabilité sociale et politique

Le tourisme représente une source importante de devises pour plusieurs pays (Kenya, Tanzanie, Sénégal, Afrique du Sud), mais il reste un secteur très vulnérable aux crises. La pandémie de COVID-19 a entraîné une chute de plus de 70 % des arrivées touristiques en Afrique en 2020, provoquant des pertes massives d'emplois, notamment dans l'hôtellerie et les services. Cette dépendance à un secteur instable montre les limites d'un modèle de développement fondé sur le tourisme sans diversification économique

Nouveaux enjeux liés à la mondialisation

Problématiques environnementaux sociaux

L'Afrique subsaharienne est l'une des régions les plus exposées aux changements climatiques, alors qu'elle est responsable de moins de 4 % des émissions mondiales de CO₂. Les sécheresses récurrentes dans la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Somalie, Kenya) ont gravement affecté les récoltes et les conditions de vie. En Éthiopie, les invasions de criquets pèlerins depuis 2019 ont détruit des centaines de milliers d'hectares agricoles, aggravant l'insécurité alimentaire. Dans certains pays, la nourriture est utilisée pour soumettre la population au gouvernement. C'est le cas de l'Éthiopie.

L'agriculture

L'agriculture reste un pilier économique et social en Afrique subsaharienne, mais elle demeure peu mécanisée, dépendante des pluies et extrêmement vulnérable aux chocs climatiques. Près de 95 % des terres agricoles sont cultivées sans irrigation moderne. Cette dépendance fragilise les populations rurales face aux sécheresses, aux inondations ou aux variations de température, entraînant des baisses brutales de production. La faible productivité agricole empêche la constitution de stocks, renforce la pauvreté rurale et accentue l'exode vers les villes ou l'étranger.

Land Grabbing

Le land grabbing (accaparement des terres agricoles par des acteurs étrangers ou privés) constitue un défi majeur pour la souveraineté alimentaire. Un exemple emblématique est le projet du groupe sud-coréen Daewoo Logistics à Madagascar en 2008, qui prévoyait la location de 1,3 million d'hectares de terres agricoles pour produire du maïs destiné à l'exportation. Concrètement, la Corée voulait louer des terres de Madagascar à un coût dérisoire pour ensuite exporter les aliments et récupérer les bénéfices.

Or, ce projet posait un problème majeur, Madagascar étant un pays particulièrement vulnérable aux famines et disposant d'une souveraineté alimentaire très fragile. Ce projet, perçu comme une spoliation des terres locales, a provoqué une forte contestation sociale et politique. Ce type de pratiques limite l'accès des populations locales à la terre et renforce la dépendance alimentaire.

Isolations économiques et marginalisation

Malgré son poids démographique croissant, l'Afrique subsaharienne reste marginalisée dans le commerce mondial. Elle ne représente qu'environ 3 % des exportations mondiales, alors qu'elle concentre près de 17 % de la population mondiale. Cette faible intégration s'explique par le manque d'infrastructures de transport, le coût élevé des échanges, la dépendance aux matières premières et la faiblesse des industries locales. Cette marginalisation limite les opportunités de croissance et renforce la dépendance à l'aide internationale

Criminalité, insécurité et terrorisme

Enfin, l'insécurité constitue un obstacle majeur au développement. L'Afrique subsaharienne est touchée par des réseaux de narcotrafic, notamment en Afrique de l'Ouest, devenue une zone de transit entre l'Amérique latine et l'Europe. Dans le Sahel, la montée du terrorisme islamiste (AQMI, GSIM, Boko Haram, État islamique au Grand Sahara) s'explique par la pauvreté, la faiblesse des États et la marginalisation de certaines populations. La salafisation de certains territoires, combinée à l'absence de services publics, fragilise davantage la stabilité régionale et complique les efforts de coopération internationale.

Initiatives pour le développement de l'Afrique Subsaharienne

Initiatives nationales

Les pays d'Afrique Subsaharienne: Dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, des initiatives nationales structurent aujourd'hui les trajectoires de développement : au Kenya, le programme Vision 2030 vise à faire du pays une économie émergente grâce à l'investissement dans les infrastructures, l'éducation et l'innovation ; au Rwanda, la stratégie Vision 2050 met l'accent sur la gouvernance, la santé et la transformation numérique ; en Éthiopie, les plans de croissance et de transformation (GTP) ont cherché à industrialiser le pays via des parcs industriels et les grands barrages hydroélectriques ; au Ghana, le programme "One District, One Factory" encourage l'industrialisation locale ; au Nigeria, les politiques de local content dans le pétrole et le gaz visent à capter davantage de valeur nationale ; et au Sénégal, le Plan Sénégal Émergent oriente les investissements publics et privés vers les infrastructures, l'agro-industrie et les services, montrant que, malgré des contextes différents, les États africains jouent un rôle central dans la stratégie de développement.

Les pays hors Afrique Subsaharienne : L'Union européenne déploie des cadres de coopération au développement (ex. EU-Africa Partnership) centrés sur les infrastructures, l'énergie et la gouvernance ; les États-Unis, via l'USAID et des programmes comme Power Africa, soutiennent l'accès à l'électricité et la croissance entrepreneuriale ; la Chine, à travers la Belt and Road Initiative et des investissements massifs dans les transports, l'énergie et les télécommunications, est devenue un partenaire clé de nombreux pays africains ; la Russie multiplie les accords de coopération économique et les investissements dans les industries extractives et la formation technique ; et plusieurs pays du Moyen-Orient (notamment l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis) financent des projets d'infrastructure, d'agriculture et d'énergie renouvelable, mettant en place des partenariats bilatéraux qui visent à stimuler l'investissement privé et public en Afrique subsaharienne.

Actions de l'ONU

À travers ses opérations de maintien de la paix et ses interventions humanitaires, l'ONU a joué un rôle central mais très contrasté en Afrique subsaharienne : en Somalie, l'État s'étant effondré au début des années 1990, les missions Restore Hope puis UNOSOM ont tenté de sécuriser l'aide humanitaire, tandis que l'opération navale européenne Atalante (soutenue par l'ONU) lutte encore contre la piraterie au large de la Corne de l'Afrique ; en Côte d'Ivoire, l'ONU a appuyé la stabilisation du pays après la guerre civile, en coordination avec l'opération française Licorne, notamment lors de la crise post-électorale de 2010-2011 ; au Rwanda, l'inaction et les limites de la mission onusienne, combinées à l'échec de l'opération Turquoise, ont laissé se dérouler le génocide de 1994, révélant les failles majeures du système international de protection des civils ; et en République démocratique du Congo, la MONUSCO, l'une des plus grandes missions de l'ONU, a été incapable d'empêcher les violences massives durant et après la Grande Guerre africaine, montrant que la présence onusienne ne garantit ni la paix ni la stabilité, malgré des moyens considérables.

Le rôle des ONG

Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les ONG et les acteurs non étatiques jouent un rôle essentiel, souvent là où l'État est faible ou absent : des organisations humanitaires comme Médecins sans Frontières, Oxfam ou la Croix-Rouge interviennent dans les crises sanitaires, alimentaires et humanitaires, en apportant soins, eau et aide d'urgence aux populations. En parallèle, des institutions comme la Banque mondiale et le FMI financent des programmes de développement et de stabilisation économique, et l'Union africaine joue un rôle de médiation politique et sécuritaire, montrant que le développement et la paix reposent sur une mosaïque d'acteurs aux logiques parfois complémentaires, parfois contradictoires.

Piste de résolution

- Promouvoir une agriculture durable et résiliente pour assurer la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique.
- Développer l'industrie nationale afin de transformer localement les matières premières et créer de la valeur ajoutée.
- Renforcer l'autonomie stratégique vis-à-vis des grandes puissances.
- Consolider l'État de droit et les institutions, pour garantir la stabilité et la justice.
- Développer les services publics essentiels, notamment la santé et l'éducation, pour améliorer le bien-être des populations.
- Lutter contre la corruption et renforcer la gouvernance politique. →Prioriser les problèmes et concentrer les efforts sur les enjeux les plus critiques pour le développement.
- Favoriser une coopération régionale et internationale coordonnée pour maximiser l'impact des politiques et projets de développement.

Bibliography


Banque mondiale — Afrique (développement, croissance, défis)


- <https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/overview> World Bank — régional integration & développement en Afrique
- <https://www.worldbank.org/en/results/2023/12/08/regional-integration-removes-barriers-to-development-in-africa> Forum on China–Africa Cooperation (coopération sino-africaine)
- https://en.wikipedia.org/wiki/Forum_on_China%E2%80%93Africa_Cooperation Ministry of Foreign Affairs of China — initiatives Chine-Afrique
- https://www.mfa.gov.cn/eng/zy/gb/202405/t20240531_11367447.html Sahel Alliance (plateforme de coopération) https://en.wikipedia.org/wiki/Sahel_Alliance Finance en commun (Réseau des banques publiques de développement)
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Finance_en_commun United Nations Digital Library — documents ONU sur l'Afrique
- https://digitallibrary.un.org/record/1483382/files/E_AC-51_2018_9-FR.pdf Lobito Corridor — projet infrastructurel soutenu par l'UE et les États-Unis https://en.wikipedia.org/wiki/Lobito_Corridor Étude sur la mobilisation du secteur privé en Afrique (World Bank)
- <https://www.worldbank.org/en/results/2023/12/01/mobilizing-the-private-sector-to-drive-development-in-africa> Document de coopération internationale (analyse des flux d'aide États/Chine/UE/USAID)
- <https://fr.scribd.com/document/850021070/afrique-cooperation-internationale-2025> Reuters — diplomatie chinoise et coopération en Afrique (janvier 2026)
- <https://www.reuters.com/world/china/chinas-top-diplomat-heads-key-strategic-points-africa-2026-01-07/> Financial Times — stratégie européenne Global Gateway en Afrique
- <https://www.ft.com/content/2de1ae2d-e6c9-47b6-b7e4-e7eb64cfa53b> AP News — investissement de l'UE en Afrique du Sud
- <https://apnews.com/article/8e4ab12c1107219b6264f9aee58d83d9> Le Monde — Banque mondiale et « dette contre développement » en Côte d'Ivoire
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/05/05/la-cote-d-ivoire-laboratoire-de-la-banque-mondiale-pour-sa-formule-dette-contre-developpement_6603195_3212.html
- <https://www.imf.org/en/publications/imf-notes/issues/2025/04/25/pushed-to-the-brink-fragility-and-conflict-in-sub-saharan-africa-566187> Géopolitique de l'Af Sub
- <https://www.lemondepolitique.fr/cours/geopolitique/geopolitique/crises-et-conflits/regions-dumonde/afrique-subsaharienne>
- <https://www.afd.fr/fr/actualites/agenda/inegalites-en-afrique-subsaharienne-perspectives-multidimensionnelles-et-enjeux-futurs>


agmunl2026@edhecnationsunies.com




EDHEC Nations Unies
24 Avenue Gustave-Delory
CS 50411
59057 Roubaix Cedex 1
France

 www.edhecnationsunies.com

 EDHEC Nations Unies

 edhec_enu

 EDHEC Nations Unies